



La Terre promise

Le philosophe Bob Marley écrit dans l'une de ses chansons : "The Promess Land is a state of mind," "La Terre promise est un état d'esprit". Voici un bel exemple d'immanence et de transcendance, des limites que les projets politiques peuvent nous apporter, tout en induisant l'attitude de chacun au premier rang du support collectif que nous devons lui accorder. Est-ce que la Terre promise est un lieu, un topos, ou bien une utopie porteuse de sens et surtout d'un horizon.

Si la réalité demeure toujours en-deça des idées que l'on s'en fait, il nous faut néanmoins continuer à avancer. Je ne parle pas ici du paradigme du progrès illimité et de la croissance exponentielle de nos désirs que l'on confond trop souvent avec nos besoins. Quelles sont-ils par ailleurs ? Besoin d'aimer et d'être aimé, d'apprendre, d'appartenance à un groupe, à un clan ou à une société, et d'un lieu pour vivre et s'épanouir. Un lieu ouvert ou fermé, cela dépendra de notre attirance pour l'accueil et la liberté ou encore la sécurité et le repli sur soi. La Terre promise peut aussi devenir un enfer pour les autres, un empire où l'on emprisonne la dissidence. Salut à Poutine et aux Pussies Riot.

Il existerait donc une dynamique historique qui va des aspirations les plus légitimes d'une collectivité pour accéder au sol, de la concurrence entre différentes collectivités pour ce même

sol, voire de la fusion de toutes ces collectivités en un rêve commun pour partager ce sol. Mais une fois la terre acquise, il faut baliser l'horizon de cases, de lignes étroites, de rues et de propriétés privées, où idéalement le droit de chacunE n'empiète pas sur le droit des autres, etc. Tout ceci nous permet d'instaurer des lois, des normes et des règles, visant notre parfait bonheur en toute sécurité.

Le malheur, c'est qu'une fois toutes ces balises établies, on perd l'horizon commun de sens qui nous avait permis d'aspirer ensemble à la Terre promise et certains rêves réalisés apparaissent bien plus tristes que le rêve lui-même lorsqu'on s'enferme dans une réalité bornée. Bien sûr, il reste les plaisirs et les vices, la jouissance égoïste de nos biens, les sports à la télé et le cinéma américain, les voyages tout inclus où on ne voit pas la misère, et même une certaine fête de la consommation ayant lieu autour du pic de la dépression hivernale, mais tout cela ne remplace pas l'être ensemble et le fait de sentir que notre destin appartient à plus grand que soi.

Je ne parle pas ici d'un rêve impérialiste se réalisant dans l'usurpation de la destinée des autres, mais celui bien plus humble de se savoir reliés les uns aux autres et à la Terre Mère qui est au fond la seule Terre promise pour tous les peuples de la Terre. Je parle aussi du divin qui, du tréfond de notre être, nous appelle à donner le meilleur de

nous-mêmes. N'en déplaise à Walmart, nous ne sommes pas des avortons arrivés sur Terre par accident dans le seul but d'accumuler des air miles. La source qui nous fait grandir, apprendre, évoluer et aimer dans un dépassement permanent de soi et ce jusqu'à notre dernier souffle si on le désire vraiment, est commune à tous et à toutes. Gaïa elle-même serait dotée d'une âme, d'une conscience globale, que nous sommes en train d'exterminer.

Paradoxalement, c'est en renonçant à elle-même et à ses ambitions démesurées que l'humanité pourra franchir le cap qui se dresse devant elle. La solution n'est pas que quelques milliardaires s'évadent de notre Terre promise pour aller en polluer une autre en abandonnant les milliards d'humains à une mort lente sur une planète empoisonnée. Abandonnons l'illusion de l'épanouissement matérialiste pendant qu'il est encore temps.

La question demeure posée : Comment nourrir ensemble un rêve d'une réalité idéale, mais jamais entièrement réalisée, en demeurant ouverts et inclusifs et en poursuivant l'évolution et l'épanouissement de tous et chacunE ? Je n'ai pas encore trouvé d'autres réponses que la spiritualité.

Yves Carrier

DANS CETTE ÉDITION

Spiritualité et citoyenneté	2
Forum social mondial au Québec	3
Venezuela, élections municipales	4-6
Forum social mondial épuisé	7-8
Les mouvements populaires	9-10
Projet de loi C-18	11
Calendrier	12

Joyeux anniversaire !!

Patrick Tremblay, 13 janvier

Denis Fortin, 13 janvier

N'hésitez pas à nous faire parvenir votre date d'anniversaire!



SPIRITUALITÉ et CITOYENNETÉ par Robert Lapointe

MADIBA: Le bilan.

Un grand homme est mort. Il est étrange de voir tous les hommages qui sont rendues à un homme qui a été emprisonné pendant 27 ans pour avoir voulu favoriser la lutte armée et être qualifié de terrorisme. Pendant cinq semaines, alors que je sillonnais son pays en tout sens en 1969, jamais personne ne m'a parlé de lui et je suis pourtant passé au Cap près de Robben Island où il était incarcéré.

L'atmosphère était froide dans ce pays à cette époque. C'était aussi l'hiver là-bas et au Cap cela peut être assez désagréable. Je n'ai eu qu'assez peu de contacts avec la population noire, apartheid oblige. L'ordre et la loi primaient partout à quelques exceptions près. Notamment un film sud-africain que nous étions allés voir qui laissait entrevoir déjà l'absurdité du système en vigueur. Un beau grand blond aux yeux bleus n'avait aucun privilège accordé aux Blancs, y compris celui d'épouser une blanche, puisqu'il était classé métis. Le drame était moral, psychologique, et se terminait dans le respect de la loi, le métis acceptant son sort, mais laissait tout de même un malaise. Le film était en anglais et aurait davantage choqué les Afrikaners. Ce passage en Afrique du Sud m'a conscientisé et je suis revenu d'Afrique en militant.

Il y a un bilan à tirer de l'expérience sud-africaine. Il faut lire Naomi Klein, *La stratégie du choc*, pour comprendre comment s'est effectué le passage relativement pacifique à la nouvelle Afrique du Sud. Entraîné par Mulrone, avocat de multinationales, le capitalisme a compris qu'il fallait lâcher du lest sur le plan politique pour préserver l'essentiel du pouvoir économique. Après la libération de Mandela, il y a eu beaucoup d'agitation du côté des Boers et aussi des Zoulous. Et Mandela a été très habile avec la complicité de De Klerk, dernier président blanc. Le groupe d'Eugène Tête-Blanche a été réprimé par l'État et le groupe Inkhata Zoulou, largement manipulé par les classes dirigeantes blanches, a été désamorcé. C'était le plus grave danger. On se rappellera que Chaka, roi Zoulou, contrôlait pratiquement l'Afrique du Sud au XIXème siècle et que les Boers, fuyant les Anglais qui s'étaient emparés du Cap, avaient entrepris leur grand Trek vers l'état libre d'Orange et le Transvaal.

Madiba a fait pour le mieux et a évité la guerre civile à laquelle on s'attendait au Cap. Mais la lutte n'est pas finie, contre la pauvreté, la criminalité et le racisme. Mais la Nation Arc-en-Ciel existe réellement. Il y a deux films à voir; celui qui vient de sortir: *La Longue marche vers la liberté*. Et *Invictus* où comment le nouveau président fraîchement élu profite du tournoi mondial de Rugby, sport réservé aux Blancs, pour commencer à bâtir l'unité du peuple sud-africain. Il insuffle aux Blancs pour la plupart afrikaner suffisamment d'énergie et de détermination pour triompher de la meilleure équipe du monde, les All Black de Nouvelle Zélande.

ACTIVITÉS SOCIALES AU CAPMO

Le hockey aux cartes poursuit ses activités. Même si vous ne jouez pas, vous pouvez venir prendre un café et manger avec nous, les vendredi et dimanche à compter de 16 heures au 2ème étage, 435 du Roi. Aux dernières nouvelles, Robert a remporté le grand championnat junior avec les Sea Dogs de Saint-John. Nous sommes maintenant dans le hockey féminin. Bienvenue à toutes et à tous.

Le Québec accueillera le Forum social mondial en août 2016,

Raphaël Canet

Lors de la réunion du Conseil international du Forum social mondial, qui s'est tenue du 16 au 18 décembre 2013 à Casablanca (Maroc), la candidature du Québec a été retenue pour l'organisation d'un Forum social mondial en août 2016.

Chaque édition de cet important rassemblement altermondialiste réunit entre 60 000 et 150 000 participants (dont environ 20% proviennent de l'étranger) dans le but de créer des espaces qui renforcent la participation citoyenne, la démocratie et vise la construction d'un monde plus juste, durable et solidaire.

Ce sera la première fois que le Forum social mondial se tiendra au Nord. Le processus d'organisation prévoit un soutien et un maillage important avec la Tunisie, qui sera l'hôte de l'événement en mars 2015. Cette collaboration entre les comités organisateurs est prometteuse tant pour le renforcement des luttes globales que pour le processus organisationnel.

La candidature acceptée prévoit que Montréal soit la ville d'accueil du Forum social mondial. Son ouverture au monde, sa richesse interculturelle, le dynamisme de sa jeunesse, son caractère bilingue, son accessibilité aux personnes à mobilité réduite et ses infrastructures de communication et d'accueil en font une candidate de choix. Ce sont des milliers d'activités qui se déploieront sur son territoire à l'été 2016. Les retombées de ce projet pour le Québec seront majeures et confirmeront la réputation internationale de Montréal en tant que ville de dialogue et d'engagement social.

Depuis mai dernier, le Collectif Vers un Forum Social Mondial (FSM) au Québec, constitué de personnes œuvrant au sein de différentes organisations québécoises, de professionnels de l'organisation d'événements, d'artistes, d'universitaires et de citoyens engagés, fait la promotion de ce projet. La qualité et l'originalité de la candidature défendue par une délégation composée de trois membres aura permis de convaincre le Conseil international de sa pertinence.

Le Forum social des peuples

D'autres événements altermondialistes sont à l'agenda. Le Forum social des peuples, qui se tiendra du 21 au 24 août 2014, rassemblera à Ottawa les peuples de l'ensemble du Canada à des débats et des échanges sur les enjeux qui les préoccupent. Il s'agit d'un processus réunissant dans une alliance historique les mouvements du Québec, du Canada et des Peuples autochtones. Par ailleurs, le second Forum social bas-laurentien se tiendra à St-Mathieu-de-Rieux du 19 au 21 septembre 2014.

Ce sera une étape importante qui mènera vers une participation au Forum social mondial à Tunis en 2015, puis finalement vers le Forum social mondial à Montréal en août 2016.

Raphaël Canet, membre du Collectif et de la délégation. Vous pouvez nous contacter par courriel (fsm2015.quebec@gmail.com).



VENEZUELA : ELECTIONS MUNICIPALES : SYMBOLE DE LA PERSISTANCE DU "CHAVISME" ?

par **Christophe Ventura**, (12 décembre 2013), CETRI, Alternative Sud

LA REVOLUCIÓN



BOLIVARIANA
 despertar de un Pueblo

Le point de vue de Christophe Ventura

Les résultats provisoires annoncent une victoire significative du Parti socialiste uni du Venezuela (PSUV) au pouvoir, avec l'obtention de 196 municipalités contre 53 pour la coalition d'opposition. Le test est-il réussi pour le président Nicolas Maduro ?

C'est une réussite indéniable. D'ailleurs, pour s'en convaincre, il suffit de lire la presse, y compris celle qui, d'habitude, n'est pas tendre avec le président Nicolas Maduro et le processus bolivarien en général. Je pense à des médias comme El Pais en Espagne ou Le Monde en France qui prennent acte du fait que le « chavisme » existe, et qu'il constitue un mouvement durable, au-delà de la personnalité fondatrice d'Hugo Chavez. Cette élection est une victoire incontestable pour Nicolas Maduro et pour le chavisme, aussi bien du point de vue des villes gagnées par la majorité

présidentielle qu'en nombre de voix.

En effet, il y avait un doute quant à la capacité du chavisme à conserver une majorité dans le pays en termes de voix. Le résultat parle de lui-même. Sur 97 % des votes dépouillés, le chavisme a obtenu, en additionnant les scores du Psuv et de ses alliés, 49,2 % des suffrages, soit un total 5,1 millions de voix. Pour sa part, la Table de l'unité démocratique (MUD), principale coalition d'opposition de droite menée par Henrique Capriles, a obtenu 42,7 % des voix (4,4 millions) et gagné un certain nombre de villes dynamiques du pays. Et ce, dans le cadre d'une participation d'environ 59% du corps électoral. Cette victoire est aussi celle de Nicolas Maduro. Elle confirme sa propre légitimité. C'est certainement un moment fondateur qui lui permet de s'installer désormais comme leader.

Malgré cette quatrième défaite électorale consécutive, l'opposition de droite, menée par Henrique Capriles, a tout de même récolté plus de 40 % des suffrages au niveau national. La société vénézuélienne est-elle divisée ? Comment voyez-vous l'avenir du pays à court et moyen terme ?

Cette élection a donné à l'opposition vénézuélienne un résultat relativement habituel. En d'autres termes, celle-ci pèse, toutes tendances confondues, entre 40 % et 45 % de l'électorat en général. Indépendamment des problèmes du pays et des critiques qui sont faites sur le parti au pouvoir, l'opposition ne suscite pas l'adhésion au-delà de ce pourcentage. Cela laisse le pays dans une situation polarisée.

VENEZUELA : ELECTIONS MUNICIPALES : SYMBOLE DE LA PERSISTANCE DU "CHAVISME" ?

par **Christophe Ventura**, (12 décembre 2013), CETRI, Alternative Sud

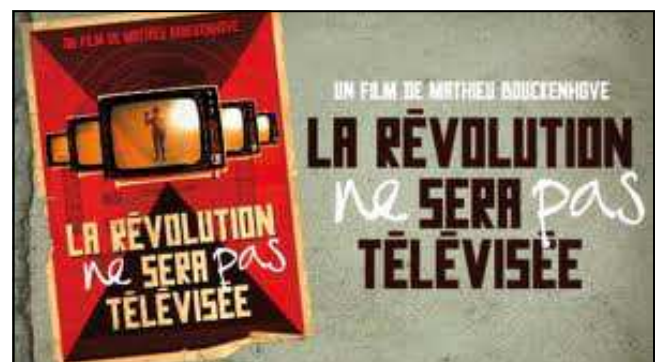
En effet, il est clair qu'au Venezuela il existe des blocs constitués, chacun ayant un avis très tranché sur l'avenir du pays. Et aujourd'hui, après 15 ans de révolution bolivarienne, il y existe incontestablement une majorité de Vénézuéliens qui restent attachés à ce processus et aux acquis qu'il a apportés à la société vénézuélienne. Même l'opposition est obligée d'en prendre acte puisque, pour cette élection, ses dirigeants avaient décidé de demander à la population de voter pour la MUD en tant que telle, comme pour appuyer le caractère national de ce scrutin local. Tandis que du côté de la majorité présidentielle, les gens pouvaient voter pour différents partis alliés, l'addition des voix se faisant par la suite.

Concernant l'avenir du pays, s'il est difficile de le définir, une chose est sûre : le ciel politique se dégage pour Nicolas Maduro. En effet, le Venezuela va connaître une pause électorale puisqu'il n'y aura plus d'élections avant les législatives de 2015. Cela veut dire que le gouvernement dispose de deux années pour travailler - sauf événement imprévisible ou déstabilisation -. Il va devoir relever les nombreux défis auxquels il est confronté. Parmi ceux-ci, on trouve les questions préoccupantes de l'inflation, de la grande dépendance de l'économie au pétrole et aux importations, du double taux de la monnaie, de la sécurité publique, de la corruption. L'avenir représente d'abord beaucoup de travail pour Nicolas Maduro. Surtout dans un contexte où le Venezuela, comme tous les autres pays latino-américains, est confronté à une conjoncture économique internationale qui est moins favorable qu'elle ne l'a été pendant les années précédentes. La région est

touchée par l'impact de la crise financière de 2008. Ses exportations baissent, ainsi que leur valeur, du fait du ralentissement de la croissance asiatique (chinoise notamment), de la récession européenne et de la stagnation de l'économie américaine. Des déficits commerciaux apparaissent dans plusieurs pays comme le Brésil, les monnaies se déprécient, les investisseurs internationaux amorcent un mouvement de reflux de leurs capitaux vers l'Europe et les Etats-Unis, l'inflation monte sensiblement.

Justement, le gouvernement vénézuélien doit également faire face à des défis économiques importants. Le pouvoir en place est-il en mesure de relancer une économie en crise ?

De toute manière, il n'a pas le choix : c'est le mandat qui lui a été confié par les Vénézuéliens. Il est certain que les dernières mesures prises par le gouvernement, assez radicales et volontaristes comme le contrôle des prix dans les magasins, ont porté leurs fruits dans les résultats des élections municipales. Manifestement, les gens ont considéré que c'était l'amorce d'une réelle prise en charge de la résolution des problèmes. De toute façon, le gouvernement vénézuélien est le premier à savoir que s'il ne va pas dans ce sens, son futur sera incertain.



VENEZUELA : ELECTIONS MUNICIPALES : SYMBOLE DE LA PERSISTANCE DU "CHAVISME" ?

par **Christophe Ventura**, (12 décembre 2013), CETRI, *Alternative Sud*



Nicolas Maduro souhaite diversifier le modèle économique du pays. Il appelle de ses vœux une « révolution productive ». Il faudra observer les évolutions dans les semaines et mois à venir.

Malgré la disparition d'Hugo Chavez, il semble que la révolution bolivarienne suit son chemin. Quelles sont les perspectives pour ce processus ?

C'est indéniablement un des bilans que l'on peut tirer de cette élection : ce qui se passe au Venezuela ressemble, d'une certaine manière, à ce que l'on a pu connaître dans d'autres pays comme l'Argentine avec le péronisme. Il existe aujourd'hui une hégémonie politique et culturelle du chavisme qui perdure au-delà de son fondateur. En réalité, le chavisme semble s'être constitué, in fine, comme le cadre de référence de la vie politique nationale. Pour le moment, force est de constater que tous les partis, y compris ceux de l'opposition, doivent inscrire leur action dans le périmètre des sujets imposés par lui. Dans le cas présent, il s'agit des politiques sociales, du thème de l'éducation, de la santé, etc.

Quant à l'avenir de ce processus, il dépendra en premier lieu de l'action de Nicolas Maduro et du

gouvernement pour dépasser les difficultés actuelles et maintenir les promesses du chavisme, notamment auprès des secteurs populaires, des couches les plus modestes et d'une partie des classes moyennes.

Cet avenir dépendra aussi en partie de celui de l'intégration régionale sud et latino-américaines, de la solidarité politique et économique qui s'approfondira ou pas dans les espaces comme le Mercosur ou l'Union des nations sud-américaines (Unasur). Il existe aujourd'hui de nombreux paramètres qui sont autant de défis, dans ce pays comme dans tous les autres Etats de la région. Mais le processus bolivarien continue à mobiliser sa population puisque, malgré les problèmes dont on a souvent parlé à juste titre, ce pays est encore cette année celui qui a obtenu, selon la Commission économique pour l'Amérique latine et la Caraïbe (Cepal), le plus de résultats en matière de lutte contre la pauvreté en Amérique latine. Les conditions d'existence matérielle, l'éducation et la santé des gens s'améliorent d'année en année au Venezuela et les inégalités continuent d'y baisser. Cela explique aussi le soubassement solide de cette révolution bolivarienne qui, pour l'instant en tout cas, est encore bien vivante, quinze après son lancement et au-delà, effectivement, de la personnalité d'Hugo Chavez.



POURQUOI LA FORMULE DU FORUM SOCIAL MONDIAL EST ÉPUISEE ?

par **Emir Sader**, (11 décembre 2013), *CETRI, Alternatives Sud*

Le Forum social mondial (FSM) fut la première grande réaction internationale à la vague néolibérale qui dévasta le monde dans les dernières décennies du XXe siècle. Ce fut une vague si destructrice, que le thème du FSM était minimaliste : Un autre monde est possible. L'on cherchait ainsi à affirmer le désaccord avec les thèses de la fin de l'histoire et le Consensus de Washington.

Ces thèses, nées à droite du spectre politique avec Ronald Reagan et Margaret Thatcher, ont été diffusées vers d'autres courants : socio-démocrate, nationaliste, révélant ainsi leur capacité hégémonique. Le FSM, né en opposition à cette déferlante, connut un succès immédiat en faisant la démonstration du potentiel que la résistance à cette vague suscitait.

Son point culminant fut les mobilisations contre la Guerre en Irak, les plus grandes manifestations connues à ce jour, où le FSM joua un rôle important dans leur convocation. C'est à partir de ce moment que débuta le déclin du FSM.

Le fait même de ne pas avoir réalisé un bilan des manifestations, ni d'avoir discuté de la manière de donner suite à la lutte pour une solution pacifique et non violente des conflits internationaux, révèle déjà une faiblesse fondamentale du Forum social mondial. L'hégémonie des ONG et de certains théoriciens associés aux conceptions de ces entités fut responsable de la décadence du FSM.

Le FSM est né dans le cadre d'une réaction

idéologique et politique ambiguë concernant la fin de la Guerre froide et la position de méfiance vis-à-vis de l'État fut déterminante dans cette ambiguïté. Il faut rappeler que la devise centrale de Ronald Reagan était que l'État n'était pas la solution sinon le problème. On déversait sur l'État les arguments favoris de la nouvelle droite auxquels s'ajoutaient les ONG et leurs théoriciens.

La devise reaganienne faisait partie de la nouvelle hégémonie libérale dans le monde, avec son appel à un État minimum — avec la centralité correspondante du marché — et la politique de promotion de la « société civile », avec ses contours imprécis et fortement perméables aux interprétations ambiguës. Les ONG et leurs visions théoriques associées à l'intérieur du Forum social mondial, concentraient leur feu sur les États. À l'intérieur de ce champ ambiguë se confondaient les ONG, les intellectuels euro-centriques et le camp néolibéral lui-même.

Ce n'est pas de manière fortuite que les ONG considéraient comme une question de principe la non participation des partis politiques au FSM. Cette position les amena au point absurde que les présidents latino-américains comme Hugo Chavez, Lula, Rafael Correa et Evo Morales, durent prendre la parole dans des événements parallèles, extérieurs à la programmation officielle du FSM de Belém en 2009.



POURQUOI LA FORMULE DU FORUM SOCIAL MONDIAL EST ÉPUIÉE ?

par **Emir Sader**, (11 décembre 2013), CETRI, Alternatives Sud



Le FSM perdit le fil de la lutte réelle contre le néolibéralisme qui étaient menée au sein même des gouvernements avec des États et des partis comme éléments indispensables à cette lutte. Le FSM et les intellectuels associés aux visions des ONG,

hégémoniques dans l'organisation des événements, se séparèrent de la construction d'un autre monde possible, élaborée par les gouvernements progressistes latino-américains.

Des gouvernements qui rompaient avec la centralité des allègements fiscaux du néolibéralisme, en imposant la priorité des politiques sociales. Des gouvernements qui priorisèrent les processus d'intégration régionale et les échanges Sud-Sud au lieu des traités de libre-échange avec les États-Unis. Des gouvernements qui, en plus, restauraient le rôle indispensable de l'État comme vecteur de croissance économique et garant des droit sociaux de tous et de toutes.

Les mêmes propositions du FSM, comme la récupération des droits sociaux expropriés par le néolibéralisme et la régulation de la circulation du capital financier, ne pouvaient être réalisées qu'au moyen de l'État. En rejetant l'État en faveur de la « société civile », les ONG et les intellectuels associés à elles, (en général européens ou latino-américains ayant une vision euro-centrique) ont été réduits à

l'impuissance politique et à l'isolement des mouvements populaires.

Pendant que l'Amérique latine, qui avait été une victime privilégiée du néolibéralisme, élisait et consolidait des gouvernements anti-néolibéral, le FSM, en perdant sa concordance avec l'histoire réelle, s'est vidé de sa substance. Les ONG interprétèrent les Forum sociaux comme de simples lieux d'échange d'expériences entre différents mouvements, sans poser d'alternatives à la construction du post-néolibéralisme, ni ne réservèrent de lieux pour les débats nécessaires entre les gouvernements progressistes et les mouvements sociaux.

Les ONG et les théoriciens de la « société civile » ont vu leur paradigme libéral, anti-État, dépassé par la réalité. Plusieurs d'entre eux en sont arrivés à prendre des gouvernements progressistes comme ceux d'Evo Morales, de Rafael Correa, de Lula ou de Dilma Rousseff, comme leurs ennemis fondamentaux. Ils se sont ainsi retrouvés au service de la droite de ces différents pays.

Les erreurs théoriques sont chèrement payées par la réalité concrète, reléguant le Forum social mondial à l'impertinence et aux visions erronées qui perdirent le sentier de la construction d'un autre monde possible incarné par les gouvernements post-néolibéraux d'Amérique latine.

* Emir Sader est professeur à l'Université de Sao Paulo, il est l'auteur du livre *El nuevo topo: los caminos de la izquierda latinoamericana (Le nouveau lieu : les chemins de la gauche latino-américaines)*.

Traduit par Yves Carrier

Les mouvements populaires latino-américains, Mouvement des sans terre et Mouvement des travailleurs exclus, rencontrent le Pape François.

ALAI AMLATINA, 16/12/2013.

Le 5 décembre dernier, il s'est produit un événement sans précédent. Les organisations populaires ont pu faire entendre leur voix au Vatican, concrètement à l'Académie pontificale de sciences, dans le cadre d'un colloque intitulé : « L'urgence des exclus ». L'activité fut organisée par le recteur de l'Académie, Mgr Marcelo Sanchez Sorondo, à la demande du Pape François.

Après l'ouverture du colloque sous la présidence du Cardinal Peter Turkson, le camarade Juan Grabois du Mouvement des travailleurs exclus (Confédération des travailleurs de l'Économie populaire), coorganisateur de l'événement, ouvrit la discussion avec sa conférence « Le Capitalisme d'exclusion, périphéries et mouvements populaires. » Au cours de son intervention, Grabois a dénoncé l'existence d'un modèle économique d'exclusion basé sur la recherche irresponsable du profit, la primauté du capital financier ou spéculatif, la culture consumériste de gaspillage, l'usurpation et l'abandon des États nationaux face au capitalisme mondial.

Dans cet ordre d'idées, Grabois signala que se développent des phénomènes d'injustice sociale contemporains, comme celui des 1 500 millions d'êtres humains qui survivent dans des conditions inhumaines dans des bidonvilles, ou la dégradation du travail qui jette plus de la moitié de la classe ouvrière mondiale dans des situations d'informalité et de précarité extrême.

Pour sa part, le camarade Joao Pedro Stedile, du Mouvement des sans terre (MST — Via Campesina), insista sur l'importance de comprendre les causes de la multiplication des exclus dans le monde et de ne pas s'arrêter exclusivement aux conséquences. Parmi elles, il signala quelques caractéristiques du capitalisme contemporain comme l'offensive du capital contre la nature, où l'on prétend privatiser tous les biens communs de l'humanité : la terre, l'eau, le sous-sol, et l'air lui-même. Il indiqua également l'insuffisance de la démocratie formelle pour permettre la participation de toutes les personnes, spécialement des travailleurs et des humbles, et il plaïda

pour des formes davantage participatives de démocratie. Finalement, il dénonça l'existence de monopoles médiatiques qui prétendent contrôler la presse et la culture mondiale au service du modèle consumériste et des structures hégémoniques de pouvoir.

D'autres panélistes, parmi lesquels on retrouvait Romano Prodi, ex-président de l'Italie d'orientation social-démocrate, et Jeffrey Sachs, économiste d'orientation néolibérale pendant les années 1990 qui s'est converti à des positions comportant une plus grande sensibilité sociale, qui, indépendamment de leur affiliation idéologique, coïncidèrent sur la gravité du problème et en signalèrent différents aspects tels que l'impuissance des partis politiques vis-à-vis du pouvoir économique, le scandale de l'évasion fiscale des riches et l'impossibilité de recueillir des fonds pour les programmes des Nations Unies en raison de la mesquinerie des grandes puissances.

La présentation de Veerabhadran Ramanathan, l'un des plus grands experts mondiaux en changement climatique, démontra avec force la responsabilité des grandes entreprises et des pays développés dans cette situation qui, paradoxalement, affectent principalement les plus humbles en raison de leur vulnérabilité économique et des conditions précaires dans lesquelles ils sont forcés de vivre. Il expliqua que si nous ne réalisons pas les changements nécessaires à temps, la température s'élèvera irrémédiablement de 4 degrés Celsius au cours des cinquante prochaines années et cela aura des conséquences catastrophiques pour toute l'humanité.

Toujours dans un esprit de respect et de dialogue, le colloque se termina par une discussion générale au cours de laquelle ne manquèrent pas les points de divergence entre les différents conférenciers. Tous les participants firent référence à de nombreuses reprises à l'Exhortation apostolique *Evangelii Gaudium* comme comportant des catégories et des concepts éclairants sur la situation des exclus et la matrice excluante de l'économie globale.

Les mouvements populaires latino-américains, Mouvement des sans terre et Mouvement des travailleurs exclus, rencontrent le Pape François.

ALAI AMLATINA, 16/12/2013.

En ce qui nous concerne, à titre de représentants des mouvements populaires, nous avons indiqué que nous devons tout d'abord analyser les causes de la multiplication des exclus dans le monde, pour ensuite chercher les véritables solutions, et parmi les causes nous avons énuméré les suivantes :

A) Une offensive mondiale du capital financier et multinational pour privatiser et s'approprier tous les biens de la nature : métaux, terre, biodiversité, eau, vents et l'air lui-même, avec les titres de crédit de carbone. Cela va à l'encontre de toute logique de développement de l'humanité. Les biens de la nature appartiennent à tous et à toutes et doivent remplir leurs fonctions sociales qui est de générer du bien-être pour tous. Privatiser la nature et transformer les aliments en marchandise où seules ceux qui ont de l'argent peuvent y accéder, c'est mettre en péril la vie humaine.

B) La concentration de l'économie. Le monde est otage d'environ 300 entreprises multinationales qui contrôlent 58% du PIB mondial et donnent du travail à seulement 8% de la population économiquement active. Ce sont eux qui contrôlent l'économie et les gouvernements. C'est pourquoi les gouvernements se réunissent et ne décident rien.

C) La démocratie formelle ou bourgeoise a failli. Les formes de représentation sont en crise et ne répondent plus aux intérêts des peuples. Parce que dans tous les pays, il existe des mécanismes de financement des campagnes électorales par les grandes entreprises, de contrôle de l'opinion publique, et que furent mis à distance de la volonté réelle des peuples les pouvoirs judiciaire, législatif et exécutif. Il y a un besoin urgent de développer de nouvelles formes de participation populaire parmi ces trois pouvoirs et de nouvelles formes de représentation politique partout dans le monde pour réaliser une démocratie qui en plus d'être formelle, sera réelle.

D) La révolution technologique en cours dans les domaines de l'informatique et d'internet a augmenté l'accès à l'information, mais cela n'a pas conduit à l'accès à l'éducation formelle pour tous les jeunes. Dans la grande majorité des pays, les niveaux accessibles demeurent le primaire et le secondaire, les jeunes n'accèdent pas en nombre suffisant au niveau universitaire et nous avons des millions de travailleurs adultes analphabètes qui vivent en marge de la modernité. Le pauvre analphabète n'est pas un citoyen

tant qu'il ne sait pas lire et écrire.

E) Il existe un contrôle des idées, des désirs et de l'opinion publique en raison de la concentration du pouvoir médiatique dans tous les pays. La construction d'une démocratie requiert en premier lieu des moyens de communication.

En terminant la journée, Stedile et Grabois poursuivirent une longue réunion avec le cardinal Turkson, président du Conseil pontifical justice et paix, où ils échangèrent leurs opinions sur différentes questions sociales et discutèrent d'alternatives pour poursuivre le dialogue entre l'Église catholique et les mouvements populaires.

Le lendemain, dans le cadre d'une audience privée avec le souverain pontife, Grabois a offert au pape deux présents: un tableau de semences élaboré par un membre du MST et une barque miniature en carton recyclé réalisé par les recycleurs du MTE. À cette occasion, Francisco a enregistré un message pour les paysans et un autre pour les recycleurs où il exprime sa solidarité envers les deux secteurs et son appui à leur lutte pour le travail, la terre, la vie communautaire et l'environnement.

Pour sa part, Stedile a participé à une série de réunions avec les organisations paysannes et sociales italiennes, comme le Comité d'Appui aux MST et l'espace autogéré STRIKE, où se réunissent des jeunes en situation de précarité. Il a également donné une longue conférence au Théâtre Ocupado Valle devant une grande assistance de militants sociaux italiens. Autant Stedile que Grabois ont exprimé qu'ils retournaient chacun dans leur pays avec un sentiment renouvelé que les travailleurs et les exclus, les pauvres de la Terre, et leurs organisations, avaient reçu un important appui dans leur lutte pour la justice sociale et que s'ouvrait désormais une nouvelle étape dans l'unité globale du camp populaire.

- Movimiento de los Trabajadores Sin Tierra (MST) – Vía Campesina

- Movimiento de Trabajadores Excluidos (MTE) en la Confederación de Trabajadores de la Economía Popular (CTEP)

Projet de loi C-18 :
Nouvelle prise de contrôle privée du patrimoine agricole de l'humanité
Dominique Bernier, Les AmiEs de la Terre de Québec



Québec, le 18 décembre 2013 –

Les AmiEs de la Terre de Québec (ATQ) sonnent l'alarme concernant les effets dévastateurs sur l'agriculture familiale que ne manquera pas d'entraîner le projet de loi omnibus sur l'agriculture, déposé au Parlement le 9 décembre dernier. Les ATQ dénoncent notamment les droits accordés aux géants de l'agroalimentaire qui empêcheront désormais les producteurs agricoles de conserver, vendre et réutiliser les semences comme ils l'ont toujours fait.

Perte de droits ancestraux

Le projet de loi C-18, intitulé Loi modifiant certaines lois en matière d'agriculture et d'agroalimentaire, viendra bouleverser considérablement de nombreux aspects de la vie agricole au pays. Le gouvernement (fédéral) le qualifie de « projet de loi omnibus pour l'agriculture », car il propose des modifications à un grand nombre de lois. Celles-ci toucheront à peu près tous les aspects de l'agriculture, allant de la médiation sur l'endettement agricole aux semences, en passant par les engrais, la protection des végétaux et une foule d'autres domaines. Le gouvernement souhaitant procéder rapidement sur ce dossier, la première lecture du projet de loi a eu lieu le jour même du dépôt.

« Ce projet de loi vient affaiblir considérablement les droits ancestraux des agriculteurs en les obligeant à verser des indemnités aux géants de l'agro-industrie sur la totalité de leur récolte. Pourtant, la mise en marché de nouvelles variétés par les grands semenciers repose sur un patrimoine de l'humanité : la patiente sélection, sur des milliers d'années, d'espèces végétales par des générations d'agriculteurs. » affirme Dominique Bernier, responsable du dossier agriculture et alimentation aux ATQ.

Soutien à l'innovation ou servage agricole?

Selon le gouvernement, le projet de loi stimulera l'innovation qui profitera aux agriculteurs en augmentant le choix des cultures, ce qui pourrait leur fournir des revenus plus élevés. La réalité est cependant bien différente. Le projet de loi vient limiter ce que les agriculteurs peuvent faire avec les semences en donnant aux entreprises de semences de puissants outils pour extraire l'argent des agriculteurs.


« Ce projet de loi s'inscrit en droite ligne avec le controversé Catalogue des espèces et variétés européen. Quelques semaines après la signature d'une entente de principe sur l'Accord économique Canada-Europe, le Canada a-t-il choisi de céder aux pressions et d'affaiblir, lui aussi, le droit de son peuple d'assurer sa souveraineté alimentaire? » s'interroge Dominique Bernier.

À propos des AmiEs de la Terre

Les AmiEs de la Terre de Québec forment un mouvement citoyen dédié à l'émergence d'une société écologiste. C'est par la défense collective des droits et l'éducation populaire autonome qu'il s'acquitte de cette mission. Fort de ses 1200 membres, l'organisme fait partie d'un réseau soutenu par la base et présent dans 77 pays.

Calendrier des activités à venir

Année 14, Numéro 5

Dimanche	Lundi	Mardi	Mercredi	Jeudi	Vendredi	Samedi
29	30	31	01	02	03	04
 <p>Les événements engagés de la Capitale-Nationale et plus !</p> <p>Média de la démocratie en action</p> <p>www.reseauforum.org</p> <p>Le seul média pour une vue d'ensemble des activités socio-politiques et communautaires : arts engagés, solidarité locale et internationale, défense des droits, démocratie, écologie ... — manifestations, conférences, ateliers, etc.</p>			<p>Bonne année 2014!</p>		<p>Hockey aux cartes à 15 h 435 rue du Roi</p>	
05	06	07	08	09	10	11
<p>Hockey aux cartes à 15 h 435 rue du Roi</p>						
12	13	14	15	16	17	18
<p>Hockey aux cartes à 15 h 435 rue du Roi</p>			<p>Soirée mensuelle du CAPMO</p> <p>Buen vivir et Charte mondiale de la compassion</p>		<p>Hockey aux cartes à 15 h 435 rue du Roi</p>	
19	20	21	22	23	24	25
<p>Hockey aux cartes à 15 h 435 rue du Roi</p>					<p>Hockey aux cartes à 15 h 435 rue du Roi</p>	
26	27	28	29	30	31	01
<p>Hockey aux cartes à 15 h 435 rue du Roi</p>			<p>Minières au Nord et au Sud, mêmes enjeux Tam-Tam Café 19:00 Christian Simard et Ramsey Hart Réseau du Forum social de Québec</p>		<p>Hockey aux cartes à 15 h 435 rue du Roi</p>	